

Le secrétaire général de l'OTAN demande à la Turquie d'augmenter son effort militaire en Afghanistan

lundi 31 août 2009, par [Guillaume Perrier](#)

Istanbul Correspondance

Au printemps, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, n'avait pas eu de mots assez durs contre Anders Fogh Rasmussen, candidat au poste de secrétaire général de l'OTAN. « Je doute de ses capacités à contribuer à la paix mondiale », avait-il ironisé. La Turquie reprochait à M. Rasmussen sa passivité dans l'affaire des caricatures de Mahomet et contre une chaîne de télévision kurde qui émet depuis Copenhague.

Depuis, M. Rasmussen a été désigné à la tête de l'OTAN et, pour enterrer leur querelle, les deux hommes ont partagé le repas de rupture du jeûne du Ramadan, jeudi 27 août, à Ankara.

Apurer le passé n'était pas l'unique raison du déplacement. Le nouveau patron de l'Alliance atlantique, en campagne de mobilisation pour « la guerre contre le terrorisme en Afghanistan », cherche à renforcer les liens avec la Turquie qu'il souhaite impliquer davantage en Afghanistan.

Anders Fogh Rasmussen, qui a également rencontré le président Abdullah Gül et le chef d'état-major, Ilker Basbug, voudrait convaincre la Turquie, majoritairement musulmane, d'être en première ligne en Afghanistan, pour « montrer qu'il ne s'agit pas d'une guerre de religion mais d'une lutte contre le terrorisme ».

A ce jour, la contribution de la deuxième armée de l'OTAN à la force internationale reste modeste : 730 hommes, concentrés à Kaboul et dans la province voisine de Wardak. Ce contingent pourra être porté à 1 600 hommes dès le mois de novembre, a annoncé vendredi le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. Mais à condition que les troupes restent cantonnées à Kaboul et ne soient pas engagées dans les affrontements avec les talibans.

La stratégie a, jusqu'ici, permis aux troupes turques d'éviter les attaques. « Nous n'en avons subi qu'une seule en quatre ans », a rappelé Ahmet Davutoglu, au cours d'un voyage, cet été, dans le pays. Et les deux seules victimes, parmi lesquelles le commandant des forces turques en Afghanistan, ont péri dans un accident de la route, en juillet, à Mazar-i-Sharif.

CONSTRUCTION D'ÉCOLES

C'est sur le terrain de la reconstruction que la Turquie concentre ses efforts. A Kaboul, elle participe à la formation de la police et de l'armée afghane. Dans la région de Wardak, une mission civile dirigée par un diplomate du ministère des affaires étrangères s'active auprès de la population, donne des cours. Et relance des projets de développement agricoles. « Il faut donner confiance aux gens, montrer que nous sommes là pour des activités civiles et pas seulement sécuritaires, et ne pas percevoir les Afghans comme une menace », avait déclaré Ahmet Davutoglu à Wardak, en juin, précisant que la Turquie avait construit des dizaines d'écoles et d'hôpitaux dans le pays.

Sous son impulsion, l'agence turque de développement (TIKA), a déjà lancé près d'un demi-millier de projets dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Dès la rentrée, l'agence lancera un programme de formation des enseignants et des fonctionnaires afghans, à Ankara.

Cette présence derrière la ligne de front permet aux Turcs d'étendre leur influence et de bénéficier d'une image plutôt positive en Afghanistan.

La proximité culturelle et religieuse est aussi un atout. Environ 12 % de la population afghane est considérée comme étant de souche turque. « Ce ne sont pas les militaires turcs qui iront tirer sur un convoi de mariage afghan parce qu'ils se croient attaqués », résume un diplomate.

Guillaume Perrier